

Pourquoi l'Éducation, l'Université et la Recherche sont-elles en danger ?

Les chercheurs, enseignants-chercheurs, enseignants, personnels administratifs et techniques de l'Université et des organismes de recherche s'opposent aux projets de réformes que le gouvernement souhaite mettre en place ; les étudiants les ont rejoints et de nombreux parents d'élèves les soutiennent.

Deux projets de réforme ont poussé l'ensemble du monde universitaire à se mobiliser et à faire grève depuis deux semaines.

La réforme de la formation des enseignants de la maternelle au lycée

Mal connue et très néfaste, **la réforme de la formation et du recrutement des enseignants**, dite « mastérisation », est l'objet depuis octobre de nombreuses inquiétudes chez les étudiants et les enseignants.

Le projet de réforme impose à la va-vite la création de nouveaux "masters d'enseignement" (= bac + 5), qui retarde les concours de recrutement des professeurs des écoles, des collèges et des lycées d'une année et surtout **supprime l'année de stage de formation pédagogique** qui suit normalement la réussite au concours (économie : 20 000 postes !).

Conséquences :

- **les étudiants et les parents devront payer une année d'étude en plus. Tous ne le peuvent pas !**
- **vos enfants auront face à eux des enseignants peu ou mal formés.**

De plus, les concours nationaux sont vidés de leurs contenus et déboucheront sur de moins en moins de postes. Comment supprimer un poste de fonctionnaire sur deux partant à la retraite ? **En précarisant la condition d'enseignant.** Les titulaires de ces futurs « masters » se verront proposer un emploi dans un établissement, vraisemblablement à un salaire inférieur et avec un statut plus précaire. L'État doit être un modèle pour les entreprises privées, non l'inverse.

Si l'État forme mal et n'embauche plus, qui donc formera et embauchera des professeurs ?

**QUI PAYERA les études de vos enfants
quand l'Éducation NATIONALE et
l'enseignement supérieur
auront été détruits ?
C'EST VOUS !**

La réforme du statut des enseignants-chercheurs

Un universitaire nourrit son savoir de lectures, de recherches et d'échanges ; il forme ses étudiants en leur transmettant une part de ce savoir.

Cette double mission explique le mot « enseignant-chercheur ». Ce lien entre recherche et enseignement, ainsi que la liberté des enseignants-chercheurs sont les deux clefs de voûte de l'Université, que les projets de réformes voulues par l'actuel gouvernement mettent en péril.

Nous sommes depuis bien longtemps convaincus de l'intérêt et de la nécessité d'une évaluation par nos collègues dont la finalité est l'amélioration de la recherche et de l'enseignement. Nos travaux de recherche, nos demandes de financement de projets sont évalués par des commissions formées d'experts universitaires et de chercheurs internationaux : qui d'autre qu'eux peut juger de la pertinence scientifique d'une recherche en cours ?

Prétendre que les enseignants-chercheurs s'auto-évaluent de façon complaisante est tout simplement **un mensonge.**

La précarisation des personnels administratifs et techniques

Des secrétaires et techniciens sous-payés et contractuels : c'est cela l'Université qu'on nous propose !

Pourquoi sommes-nous en grève illimitée ?

Toutes ces réformes nous sont imposées. Nos avis ne sont pas sollicités, nos questions restent sans réponse. Aujourd'hui, face à un gouvernement méprisant, nous devons réagir. Nous demandons le retrait de ces réformes, nous voulons que soit renforcée la démocratie à l'université, nous voulons préserver une recherche ambitieuse et créatrice d'emplois.

A l'Université : la loi dite « LRU »

La loi « Liberté et Responsabilité des Universités » (LRU), courageusement votée pendant l'été 2007 institue « l'autonomie » des Universités : cela signifie en réalité moins d'argent public pour l'Université (baisse du budget 2009), donc à terme **une augmentation des frais d'inscriptions pour les étudiants**. Les petites universités (Mulhouse, Besançon...) verront leurs moyens diminuer.

Le fonctionnement démocratique est détruit : le président d'Université a des pouvoirs immenses, sans réel contre-pouvoir. C'est aussi la remise en cause du caractère national des diplômes : un diplôme obtenu à Strasbourg n'aura pas la même valeur qu'un diplôme obtenu à Paris. **C'est très grave.**

La réforme des organismes de recherche (CNRS, INSERM)

Leur rayonnement n'est pas à démontrer mais semble gêner le pouvoir en place. Le président de la République veut les transformer en « agences de moyen » qui financeront les seuls projets à court terme. Or, les grandes découvertes scientifiques exigent du temps.

La **recherche française publique, pourtant prestigieuse, est affaiblie** par le gouvernement. Les personnels sont les premiers touchés par ces réformes : ils ne savent plus où ils vont être affectés. Les financements de certains laboratoires sont diminués, voire anéantis du jour au lendemain

Plus de 1000 suppressions de postes dans l'enseignement supérieur et la recherche cette année au plan national alors que la France a besoin de plus de chercheurs et de plus d'emplois !

Nous sommes pour des réformes, bien menées, bien construites !

Celles que le gouvernement veut imposer aujourd'hui sont faites sans nous et contre nous, mais surtout contre l'avenir de tous les Français et de leurs enfants.

***C'est pourquoi nous demandons leur retrait
préalable à toute négociation***

***Manifestation jeudi 19 février à 15h
Départ sur le parvis de la faculté de Droit
Rassemblement à 17h place Kleber***

***Collectif de Strasbourg, FSU (SNCS, SNESUP), CGT (CNRS et Université), SGEN-CFDT
SNPREES-FO, SUD éducation, UNSA (Université)***